

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-reforme-de-l-ONU-pour-qui-pourquoi>

# La réforme de l'ONU, pour qui pourquoi ?

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : vendredi 23 septembre 2005

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Depuis l'invasion américaine de l'Irak, le rôle et l'avenir de l'ONU sont en jeu. Un des fondements de l'Organisation mise en place en 1948 était justement d'empêcher des actions militaires unilatérales, mais visiblement, l'administration Bush a brisé cette règle. Le représentant des États-Unis auprès des Nations Unies, John Bolton, est plus direct et plus franc, « il y a dix étages de trop à l'ONU », mieux vaut fermer boutique. Qu'est-ce qui reste du projet initial de l'ONU donc ???**

**Par Pierre Beaudet**

[Alternatives](#). Canada, vendredi le 16 septembre 2005,

### À l'origine

Mise en place en 1948, l'ONU avait été à l'origine une plateforme pour gérer les conflits aux lendemains de la seconde guerre mondiale. Certes, la question des rapports de forces entre les deux grandes superpuissances de l'époque, les États-Unis et l'Union soviétique dominait l'agenda et dans une large mesure, l'ONU a été construite sur cette base, comme par exemple par la mise en place du Conseil de sécurité avec cinq membres permanents disposant d'un droit de veto. Les autres pays s'accommodaient ou se résignaient devant cette situation, en estimant avoir une petite place de temps en temps en tant que membres de l'assemblée générale ou de membres élus au Conseil de sécurité. Pour plusieurs, cette situation bancale était « mieux que rien », car elle permettait au moins d'avoir le droit de parole. Cinquante ans plus tard cependant, le monde a radicalement changé. Une seule superpuissance, « hyperpuissance » comme l'affirmait l'ancien Ministre des affaires extérieures de la France, domine la scène.

### Un monde sous influence

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est énormément polarisé. L'hégémonie américaine est sans partage, devant le reste des États membres dont certains disposent de capacités économiques et politiques, mais qui ne font pas le poids devant l'hyperpuissance américaine. S'ajoute à cela une situation où de nombreux États sont relativement mis de côté par de grands acteurs économiques et politiques, notamment les entreprises transnationales. L'État associé à la nation qu'on a connu pendant des décennies n'est plus le seul et dans bien des cas n'est plus le principal acteur. On peut se demander si une réforme de l'ONU comme par exemple l'élargissement du Conseil de sécurité serait suffisante pour rééquilibrer ces forces au niveau mondial.

Certes en tant que « bonne conscience du monde », l'ONU a encore un rôle à jouer. La Charte de l'ONU, la Déclaration universelle des droits humains et d'autres documents fondamentaux restent des références essentielles qui indiquent la volonté ou l'espoir de construire un monde meilleur. Mais sans être cyniques, il faut constater que l'ONU n'est plus le lieu où les vraies décisions sont prises. Dans le domaine des droits, la situation mondiale piétine, car la réalité est que de nombreux États continuent de bafouer les droits fondamentaux de leurs citoyens et de leurs citoyennes. La mise en place du Tribunal pénal international aurait pu, dans une certaine mesure, changer cette donne.

Mais le fait que les États-Unis en nient la validité mine l'importance de cette institution. Dans bien des cas donc, ce sont les mouvements sociaux et leurs grandes mobilisations qui ont permis d'avancer sur ce terrain, davantage que l'ONU.

### Le virage néolibéral

Au tournant des années 1980 sous l'impulsion des Etats-Unis, les politiques néolibérales se sont imposées un peu partout dans le monde. Au sein du système international, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sont devenus des outils indispensables pour imposer ces politiques avec les conséquences catastrophiques que l'on connaît aujourd'hui.

Bien que ces institutions disposent d'un statut spécifique au sein du système de l'ONU et sont régies par d'autres règles, l'ONU est devenue de facto partie prenante de cette évolution. Les Sommets sur le développement social et économique que l'ONU a organisé régulièrement depuis vingt ans n'ont pas contesté directement le virage néolibéral. Cette idéologie subordonne les droits sociaux et humains à la « logique du marché » et impose au-dessus de toute considération les « droits » des investisseurs et des grands opérateurs économiques. Bien sûr, le discours dominant dans l'appareil de l'ONU est qu'il faut « humaniser » la mondialisation néolibérale, mais les résultats ne sont pas très convaincants.

La FAO qui est l'institution de l'ONU qui s'occupe de sécurité alimentaire et d'agriculture est devenue un instrument qui fait principalement la promotion de l'agrobusiness. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) « encourage » les États à développer des partenariats public-privé dans la santé et l'éducation. Quant aux situations de conflits et de violations ouvertes des droits, l'ONU n'a pas réussi à dénouer la plupart des crises, par exemple la question de l'occupation des territoires palestiniens par Israël.

### Quelle réforme ?

Les Etats-Unis insistent pour dire que l'ONU est un énorme chaos qu'il faut redresser. Mais le chaos est déjà ancré dans ces dysfonctionnements qui font que la politique américaine prévaut dans la plupart des cas. Une véritable réforme impliquerait la remise en cause du monopole de la parole qui est donné aux États. Il ne faut pas oublier la déclaration initiale de l'ONU il y a 60 ans, « Nous les peuples ».

Aujourd'hui, les peuples réclament et obtiennent, grâce à leurs luttes, cette parole. Ils rejettent, dans leur vaste majorité, les politiques néolibérales. Ils veulent que les responsables d'atrocités soient sanctionnés et que les droits humains passent en avant du commerce et du libre-échange. Ils veulent que les biens essentiels à la survie de l'humanité soient considérés publics et universels. Les aliments, l'eau, l'air, l'éducation, la santé, le logement ne sont pas des marchandises. Dans le fond, l'appel de l'ONU de 1948 est devenu le drapeau des mouvements sociaux et des ONG qui réussissent à élaborer de grandes mobilisations et de grands moments de rassemblement et de pression comme le Forum social mondial. Ces mouvements ou ces coalitions de mouvements rêvent d'une autre ONU où cette voix des peuples aurait sa place.